

L'appel des syndicats, associations et partis politiques des Pyrénées-Orientales pour « sauver le fret ferroviaire »

« Il faut réaménager dans notre pays notre fret ferroviaire, qui a été un échec français il y a une vingtaine d'années et qu'il faut développer. » Voici les mots d'Emmanuel Macron lors de la campagne présidentielle en avril 2022. Face au défi de notre siècle que représente la lutte contre le changement climatique, la question des mobilités et celle du transport de marchandises doivent être revues de fond en comble. Il est temps de sortir des déclarations d'intention et de remettre le fret ferroviaire au cœur de notre économie et de nos modes de vie.

Nous savons que les transports sont responsables de plus de 30 % des émissions de gaz à effet de serre, dont près de 95 % incombent au transport routier de marchandises et voyageurs, en hausse de plus de 39 % depuis 1990 provoquant 67.000 décès par an. Depuis près de vingt ans, les choix politiques effectués, l'ouverture à la concurrence du fret ferroviaire en 2006 ont eu pour effet de favoriser le transport routier et d'encourager le dumping social au détriment des objectifs écologiques et sociaux.

La SNCF a dû progressivement abandonner sa vocation de transfert de marchandises de la route vers le rail

Les opérateurs privés se sont rués sur les parties rentables du fret ferroviaire au détriment de la SNCF, sans créer de nouveaux trafics. La SNCF s'est ainsi vu retirer la possibilité de procéder à une péréquation entre trafics rentables et trafics déficitaires.

Dans les Pyrénées-Orientales, les conséquences de ces choix politiques sont désastreuses pour l'emploi, l'économie et l'environnement.

C'est pourquoi les cheminots du département portent un projet de développement du FRET ferroviaire SNCF Public à la hauteur des enjeux et des exigences d'aujourd'hui :

- Remise en service d'une liaison ferroviaire avec le Port de Port-Vendres.
- Développement du site de Cerbere-Port-Bou.
- Relance des Trains des Primeurs et de la plateforme « combiné » à Perpignan Saint Charles.
- Création d'une plateforme Autoroute ferroviaire à Rivesaltes pour limiter la surcharge et le désagrément au Boulou.
- Réouverture d'Embranchement Particulier pour le transport de marchandises (productions locales, déchets à recycler, ...)
- Basculement du transport des colis sur le rail ne réservant la route que pour les derniers kilomètres.
- Relancer les services Auto-Trains.

Ces propositions, largement finançable, vont permettre de réduire le nombre de camions sur nos routes pour atteindre l'objectif de 30% de part modal FRET ferroviaire (soit 6000 camions en moins sur notre département) et la création de 300 emplois locaux.

Alors que nous avons besoin d'un outil efficace pour piloter une transition énergétique très exigeante, la Commission européenne a ouvert une enquête ciblant Fret SNCF et considérant que cette entité a reçu des aides incompatibles de l'État français par rapport aux dogmes libéraux de Bruxelles. Diligentée au nom du prétendu principe de « concurrence libre et non faussée », elle a comme objectif de faire disparaître Fret SNCF avec pour conséquence le transfert de plusieurs milliers de camions supplémentaires par an sur nos routes.

En effet, seule la SNCF, opérateur de transport territorial, peut avoir des capacités fédératrices au niveau des territoires, qui sont nécessaires pour massifier les trafics, pérenniser et renouveler l'offre ferroviaire. Un chiffre : un train de 35 wagons, c'est 55 camions de 32 tonnes en moins sur nos routes.

Pour préserver le climat et nos emplois, il faut sortir des logiques libérales et de la soumission du transport de marchandises par rail à l'économie de marché. Face à l'inaction de l'État, nous ne pouvons laisser faire ce scandale écologique et social ! L'application des règles européennes ne peut pas passer avant l'intérêt commun ; le gouvernement français doit s'opposer à cette épée de Damoclès de l'Union européenne sur Fret SNCF et ses 5.000 cheminotes et cheminots.

Face à l'inaction de l'État, nous ne pouvons laisser faire ce scandale écologique et social !

Rien n'est inéluctable, il est encore temps d'agir ! Collectivement, nous pouvons changer les choses. Des choix s'imposent, à contre-courant des orientations libérales actuelles. Il est temps de passer des mots aux actes concrets. Le fret ferroviaire ne peut plus être qu'une simple alternative ; il doit être incontournable.

Nous, syndicalistes, cheminot·e·s, usagers, élu·e·s militant·e·s associatif·ive·s, appelons l'État français à ne pas sacrifier Fret SNCF sur l'autel de la concurrence. Nous proposons de sortir le fret ferroviaire du marché de la concurrence et de créer un grand service public, unifié et cohérent, de transport ferroviaire et routier de marchandises ; prélever 1 milliard d'euros par an sur les profits réalisés sur les sociétés d'autoroutes pour les investir dans le développement des infrastructures ferroviaires fret ; fixer une écotaxe poids lourds qui concernerait les poids lourds en transit qui refuseraient la solution du report modal, destinée à alimenter un fonds national d'investissement à destination de projets de fret ferroviaire et maritime ; prendre les initiatives législatives visant à développer le fret ferroviaire en imposant le réseau ferré pour le transit routier et en interdisant des nouvelles constructions de zones logistiques si celles-ci ne sont pas embranchées au réseau ferré ; déterminer les orientations nécessaires pour assurer un vivre-ensemble aux êtres humains, compatibles avec les exigences de justice sociale, de protection de l'environnement et d'autonomie des territoires.

Nous proposons créer un grand service public, unifié et cohérent

L'ensemble des signataires de cette tribune s'engage à faire converger les forces syndicales, politiques et associatives qui veulent organiser démocratiquement une politique alternative des transports vraiment efficace de préservation de l'environnement et de lutte contre le changement climatique, tout en tenant compte des conditions sociales des salarié·e·s.

Liste des signataires

UD CGT 66, FSU 66, SOLIDAIRES 66, UNSA 66, CFTC 66, ALTERNATIBA 66, MOUVEMENT DE LA PAIX, PCF 66, FRANCE INSOUMISE 66, GENERATION.S 66, NPA 66, PS 66